

<https://ugtg.org/spip.php?article1674>



RGPP : "Pou lespwa pa pèd" Déclaration de l'UTC-UGTG sur les réformes

- Actualité -



Date de mise en ligne samedi 17 décembre 2011

Date de parution 15 décembre 2011

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

Déclaration de l'UTC-UGTG sur les réformes

RGPP (Révision Générale de la Politique publique) : SÉ ON SÈL BAB

La Fonction Publique Territoriale arrive à son terme avec la RGPP et la Réforme des collectivités. Elles sont destinées au démantèlement du service public par Délégation de Services Publics, la privatisation, le transfert des compétences et du personnel, perte des subventions des taxes locales au profit des structures intercommunales (Métropoles, Communes Nouvelles, Communautés des communes, agglomération, etc.). Elles contribuent également à la suppression des communes, département, la région, et la disparition des syndicats intercommunaux (SYMCTOM, SIVU, PISCINE etc.)

SÉ DS, KI DÈYÈ SA... KASAYÉ, DS ?...

DS : DETTE SOCIALE = Pou yo rékipéré plis lajan : suppression des 40% d'indemnités de vie chère, suppression des congés bonifiés, suppression de l'octroi de mer, journée de solidarité, réduction de 2 jours sur les remboursements Maladies, Contributions sociales généralisées, réforme des retraites, travailler plus pour gagner moins, réduction des nombres de fonctionnaires.

DS : DIRECTION DES SERVICES kréyasyon alantou a préfè-la, a tout direksyon kini : pèch, santé, édikasyon, ispò, kilti, anviwondaj, agrikilti, laforè, patrimwann, litowal, **tousa sé pou empêché gwadeloupéyen vwè pli lwen, é mèt an péyi'ay.**

DS : DEMANTELEMENT DU SERVICE PUBLIC = transformation du statut de la fonction publique en droit privé, externalisation des services, primes au mérite, compétitivité, utilisation des emplois aidés et intérimaires ...

DS : DELEGATION DE SERVICES PUBLICS : externalisation des services, utilisation des structures associatives au détriment des emplois publics (Ecoles, Cantine, actions sociales, travaux d'entretien etc.) ;

DS : DISPOSITIONS STATUTAIRES= Suppression de la notation par substitution à l'entretien/évaluation, la modification des cadres d'emploi, mobilité Publique/privée, cumul d'activités Auto-entreprise, une indemnité de départ volontaire, retraite etc. ;

DS : DROIT SYNDICAL = Modification du principe de la représentativité, **ola saka menné nou ?** Limitation du droit de grève. 4 ans de mandat syndical contre 6 ans, rythme que la fonction publique territoriale adoptera en 2014... Les élections seront également marquées par un changement de règle en matière de représentativité : les voix des organisations syndicales ne seront plus comptabilisées au niveau des Commissions Administratives Paritaires, mais au niveau des comités techniques spécifiques (CT : *comité technique*/CHSCT : *comité d'hygiène, sécurité et conditions de travail*). Il faudra aussi, obtenir 25% de suffrage lors des prochaines élections paritaires pour être représentatif et signer des protocoles.

DS : DIALOGUE SOCIALE= Plus de préjudices, des négociations sur négociations, plus de rencontres, plus de protocoles d'accord, plus de relevés de décisions, **lis palé, pou bout adan on grèv** pour leurs applications... **Sèl, lalit é lari-la KI MÈT.**

TOUSA POU DI ZOT...

Les objectifs de l'Etat et du gouvernement, qu'il soit de droite, de gauche, du centre, front national ou autres, sont identiques, **sé onsel koté yo vlé pèp la, é péyi la rivé c'est la transformation, la suppression des emplois publics et l'augmentation des impôts**, sur un simple dessein, appelé DETTE SOCIALE à cause du dépassement des 3% du PIB (Produit Intérieur Brut).

Tousa sé blag a mas ! pas, ki présidant, ki dépité, ki minis, ki sénatè, ki mè , sé dèyè lajan yo ka kouri pou rann pli rich, sakija rich, é pli maléré sa ki ja maléré. Sé konsa, DÈT SOSYAL KONSTWI...

Alors qu'en réalité les différents gouvernements et nos élus politiques sont à l'origine de ce déficit avec : l'augmentation de leurs indemnités : **Président de la République : 21 176 Euros, ministres 8 230,37 Euros sénateurs 7 270,55 Euros + une prime exceptionnelle de 3.531,61 euros et député 5.177,66 brut par mois +** Billets d'avion, hôtels, trains, voitures de fonction et repas gratuit. Si on diminuait le salaire de 577 Députés, 343 Sénateurs, 30 Ministres et Secrétaires d'Etat de 1000 Euros on ferait 950 000 Euros d'économie chaque mois, **soit 11.400.000 Euros par an** pour combler la dette de la France qui s'élève à 25000 Euros/ habitant.

Eux, qui n'ont pas su trouver des solutions aux problèmes de la population, notamment sur : le chômage, la jeunesse, la santé, l'eau, l'environnement, le transport, les déchets, l'énergie, les personnes âgées et handicapées, l'accessibilité des bâtiments publics, l'égalité, la violence etc. Et pour toutes réponses, **sé akoud' kongrèdèzéli kè yo ka blagé, pou palé....** Dè, jenn, violans é chanjeman istati, **san menm yo sav kasayé sa !**

Sé yo ankò, qui ont utilisés nos jeunes à travers leurs contrats : CHOMAGE, TUC, CES, CEC, CIA, CEJ, ADULTE RELAIS, CUI **è vè tout kalité dèt biten, yo poko pé imaginé ankò** sur les emplois publics **kèkfwa**, pour assurer leur réélection ou prétendre à la baisse du chômage. Le changement de statut qu'ils proposent, contribue au renforcement de la pauvreté dans le pays, à la disparition du statut des fonctionnaires par substitutions au code du travail et le remplacement des postes de titulaires et des agents retraités par des agents intérimaires, CDD, emplois précaires, et structures associatives.

Alors, que **ce sont Eux**, qui sont les premiers responsables de l'emploi, la formation professionnelle, du transport et le développement économique du pays.

Sé ankò yo, qui s'engagent à travers des protocoles d'accord et qu'ils ne respectent pas notamment : le droit syndical, notation et avancements, primes et indemnités, l'harmonisation des quotas horaires de 28 à 35 heures, la discrimination et le harcèlement (mise au placard). Ces accords aboutissent souvent à des répressions antisyndicales **nènpòt kijan**.

Sé toujou yo, qui parle de sécurité, journée de l'emploi et de solidarité, séminaire sur l'eau (**alos plen komin an Gwadeloup pani on gout dlo**)

C'est aussi ceux-là, qui lors des fêtes patronales gaspillent des deniers publics par des petits fours, whisky et champagnes a GOGO ; Organisent des voyages an **kongrèdèmèw** avè tren é lotél, péyé anlè do a Pèp-la. Des bons d'essence atilaéygon, primes, téléphones portables, voitures de fonction a tribò kon babò. **Ceux-là même**, conduisent **kèkfwa** illégalement des voitures communales, (en état d'ébriété) et se font même réprimander par la gendarmerie.

Lwayé a yo é ta fanm a yo péyé par la collectivité, kaz a mètrès é komkibin a yo konstwi obòlanmè san pewmi, é kifèt avè matériyo a lakomin. Aloskè léta ka dékalé ta maléré ki konstwi obòdlanmè.

Sé ankò yo, qui détournent les fonds et deniers publics, par le recrutement de leurs compagnons, copains, copines, parents, amis, alliés et entraînent la jeunesse dans leurs décadences, **avè tout dèt vis kini avè lajan an nou !**

Sé yo, sé bwabwa-la, avè komplisité a léta fwansé, qui laissent augmenter les komisyon, pen, gaz, **ésans**, dlo, limyè, lwayé mitiyél, ki vlé tchouyé péyi-la é péyi Marie-Galante **pou yo ranplasé-i pa**, drogues, prostitution, leurs villas à piscine, leurs **vivandries**, leurs Mercury-Day, **é toudòtbiten ankò**.

CONSIDÉRANT, les mesures scélérates imposées par l'Europe, l'Etat et le Gouvernement orchestrées par le système capitaliste et colonialste (FMI, Banque Centrale Européenne, OMC etc.) à la solde des élus Guadeloupéens (**lé Lirel, lé Jilo, lé Kòwnano, lé Karaben, lé Jalton, lé Desplan, lé Chèvry, lé Tiwolyen, lé mè é toutbanélo a yo, é tout dèt ki ka vini**) ;

CONSIDÉRANT, que leur unique combat n'est pas de défendre les intérêts du Peuple Guadeloupéen, **mé kouri dèyè plis manda pou ranpli pòch a yo...**

CONSIDÉRANT, que ce système accentue la pauvreté, et conduit à l'enrichissement de **SA KI JA NI**.

CONSIDÉRANT, divini é nésésité a Pèp Gwadeloup (tè, travay, dlo, koran, manjé lokal, rimèd razié, kaz, lékol, santé, é viv byen an péyi la...)

CONSIDÉRANT l'implantation de l'UTC/UGTG **dépi 25 lanné an péyi Gwadeloup, avè tout konba kè nou menné pou fè travayè gannyé**, dans les communes et établissements publics annexes (mairie, police, services techniques, CCAS et Caisse des Ecoles) la Région, les établissements de coopération intercommunale, centre de gestion et autres. **Pou dèmen pa sanm jòdi, é lespwa pa pèd, pou fyété, dinyté é libété an nou**

Dès maintenant, l'UTC/UGTG invite ses Militants, Dirigeants et adhérents à se mobiliser contre :

1. Le démantèlement et l'externalisation des services publics
2. Les incidents et retards de carrière (notation, avancement, reconstitution de carrières etc.)
3. Les élus qui ne respectent pas l'exercice du droit syndical ou qui se sont engagés dans une lutte acharnée contre la vie et l'action syndicale (Autorisations d'absence, Décharges d'activité de service, local et l'exercice du droit syndical,);
4. Ceux qui ne respectent pas les conditions de travail (Discrimination et harcèlement)
5. Ceux qui se sont engagés à signer des protocoles d'accord et ne pas les respecter ;
6. L'usage abusif et exagéré des emplois précaires, intérimaires, associatives ou autres pour remplacer les emplois des fonctionnaires.

A intensifier l'action de masse pour :

1.Plis Solidarité avè Pèp Marigalant é travayè anlité.

2. le recrutement et l'accessibilité des bâtiments aux personnes à mobilité réduite et handicapées ;
3. L'harmonisation des quotas horaires ;
4. Une constante mobilisation pour maintenir le Cap de la représentativité syndicale lors des prochaines élections paritaires de 2014.
5. L'organisation des services afin de répondre aux attentes de la population ;
6. Le transfert de compétences et du personnel vers les EPCI : *établissements publics de coopérations intercommunales* (Conventions et protocoles sur les retards de carrière, l'organisation de ces EPCI/ les modalités de transfert, l'égalité des rémunérations) ;
7. Organisation du territoire : SCOT : schéma de cohésion territoriale (Pou : plis travay, plis manjé lokal adan lakantin, pwotéjé tè, transpòkomen, dlo, méyè sewvis pou Pèp-la, l'environnement, le droit du sol, le traitement des déchets et fiscalité) ;

A intensifier l'action de masse kont :

- a) Les maires qui suppriment les 40% des agents en congé de maladie ou pour toutes autres raisons ;
- b) Ceux-là même qui utilisent leurs semblants de pouvoir pour violer le droit des travailleurs et syndical.
- c) La répression antisyndicale

TRAVAYÈ, PÈP GWADLOUP, DOUBOUT POU LÈSPWA PA PÈD !

Suite aux Congres, Conseils syndicaux, Bokantaj, lyannaj, les séances de formation, les séminaires de **L'UTC/UGTG** sur les réformes relatives aux institutions, finances locales et aux renforcements de la démocratie locale, **L'UTC/UGTG** ka déklaré...

POU LÈSPWA PA PÈD... l'unique rempart de travailleurs c'est l'unité dans l'action et dans la masse.

POU LÈSPWA PA PÈD... dabo pou yonn, fo tout trayè jwenn on sendika é pa rété an kwen ay !

POU LÈSPWA PA PÈD... fò-w samblé pou nou palé pawol an nou ki tan nou pou plis fòs, plis respè, plis solidarité, pounou, **ansam ansam, Doubout an lari-la, an balan, an konsyans, nou ké déchouké tout pwofitasyon, nou ké konstwi on dèt Gwadeloup on dot GWADLOUP**, pou DEMEN PA SANM JODI ;

L'UTC/UGTG, invite toutes les sections à se réunir en assemblées générales et s'organiser en districts, **POU NOU PÉ KRÉYÉ ON KONSÈY DE DISTRIK**

L'UTC/UGTG, exhorte les travailleurs de Guadeloupe et plus singulièrement les fonctionnaires territoriaux, hospitaliers ainsi que toutes autres Unions de l'UGTG de la fonction publique (UNASS, UTASS, UTSSD, etc) à se rassembler

ADAN ON MENM KONBA E SANBLE POU NI **ONSEL INYON**.

UTC/UGTG, le mardi 15 décembre 2011